ANNEXE 13

TL 2782-18

NATIONS UNIES

# CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1985/NGO/25
18 février 1985

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante et unième session

Points 9 et 12 de l'ordre du jour

CIDAC 00156
Centro de Documentação
28. FEV. 1985

## LE DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES ET SON APPLICATION AUX PEUPLES ASSUJETTIS A UNE DOMINATION COLONIALE OU ETRANGERE OU A L'OCCUPATION ETRANGERE

## QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Communication écrite présentée par Pax Christi, Mouvement international catholique pour la paix, et Pax Romana organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie II

Le Secrétaire général a reçu la communication ci-après, qui est distribuée conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[13 février 1985]

## Situation des droits humains au Timor oriental

1. Dans sa résolution 1984/24 la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, à sa trente-septième session, se déclarait "préoccupée par les nouvelles informations concernant les souffrances auxquelles le peuple du Timor oriental continue d'être soumis, en raison de la situation qui persiste dans le territoire" et recommandait donc à la Commission des droits de l'homme "d'étudier attentivement, à sa quarante et unième session, l'évolution de la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Timor oriental".

2. Pax Romana et Pax Christi ont eu accès à un rapport très détaillé, provenant du territoire du Timor oriental et daté du 20 août 1984, où sont exposés des centaines de cas d'arrêts sans jugement, tortures, déportations, disparitions, exécutions sommaires, etc. Ce rapport cite des cas survenus entre le 28 août 1983 et le 25 juillet 1984, dans la partie orientale de l'île, jusqu'à Dili.

3. Il est toujours très difficile d'obtenir des informations sur ce qui se passe à l'intérieur du territoire, étant donné le blocus imposé par les autorités indonésiennes. Mgr Ximenes Belo, administrateur apostolique à Dili, avoue lui-même, dans une lettre datée du mois de décembre 1984, que toute la correspondance est censurée. Voilà pourquoi ce rapport n'est arrivé à l'extérieur que quelques mois après son élaboration.

4. Le cessez-le-feu conclu à la fin mars 1983 entre les forces armées indonésiennes et le Frente Revolucionária de Timor Leste Independente (FRETILIN) a été rompu au mois d'août suivant et de graves incidents se sont produits, notamment celui de Kraras, où l'armée a tué plus de 200 civils. C'était le commencement d'une nouvelle offensive des forces d'occupation au Timor oriental.

### Arrêts sans jugement

5. Le rapport mentionné donne de nombreux détails (nom, âge, local, date) de 132 cas d'arrêts sans jugement, exception faite à tous ceux qui ont par la suite été déportés, massacrés ou simplement disparus et dont il sera question plus loin. Des hommes, des femmes, des enfants furent arrêtés par les forces indonésiennes le plus souvent par représailles ou méfiance : parce qu'ils avaient des parents, soeurs, frères, fils ou filles dans la résistance armée, parce qu'ils étaient suspects de ravitailler le FRETILIN, de participer dans l'organisation de fuites vers le maquis ou d'être des agents du FRETILIN, quelquefois aussi comme représailles de fuites d'autres personnes de la même région ou du même camp de concentration. Toutes ces personnes furent brutalement torturées. Deux exemples : "Le 25 septembre 1983 Lina Morais, 17 ans, étudiante, originaire de Ili-Lapa, Loré 2, du même camp, fut convoquée par le 'Kodim' de Lospalos, accusée de ravitailler le FRETILIN. Elle fut brutalement battue aussi pour avoir une soeur dans la résistance". Le 16 avril 1984 "Daniel Gonçalves, 12 ans, originaire de Nuha Lata et Silvina da Cruz, 22 ans, originaire de Otro Txau, Loré, du camp de concentration de Maluro, furent arrêtés et menacés par les armes pour avoir des parents dans la résistance armée".

Tortures

6. Toutes les personnes mentionnées dans le rapport, les prisonniers aussi bien que ceux qui par la suite ont été morts, déportés ou ont disparu furent très durement torturés. Ils furent brutalement battus, frappés par des pointes de baïonnettes, brûlés par des cigarettes, des flambeaux et des torches, ils reçurent des coups de coupe-coupe sur la bouche, des coups de crosse , des coups de poing, des coups de pied, des chocs électriques sur tout le corps mais particulièrement sur le sexe, ils perdirent leurs dents, ils n'avaient pas de quoi manger, ils souffraient toutes sortes de moqueries. Les femmes furent le plus souvent violées. Deux exemples encore : le 12 mars 1984, le commandant du Bataillon ordonna l'arrestation de trois hommes et trois jeunes filles (de 15 à 24 ans) comme représailles de la fuite de deux garçons vers le maquis, la veille. Ce commandant "les obligea à se déshabiller et à rester de 9 heures du matin à 4 heures de l'après-midi à genoux sur des pierres aiguës. Ces scènes journalières se produisaient devant la population de Foe Má et des forces du Bataillon 315 qui s'amusaient de cette situation". Le 14 novembre 1983 Elisa dos Santos, 20 ans, étudiante et Ercília de Carvalho, 18 ans, furent arrêtées et les éléments du Bataillon 100 "mirent les pieds de bancs sur leurs mains par terre et les soldats s'asseyèrent sur les bancs se moquant d'elles".

Déportations

7. Deux cas sont cités, celui de José Goulart, 29 ans, déporté le 8 novembre pour une des îles indonésiennes et celui d'un groupe de 60 personnes, emprisonnées dans la "comarca" à Dili qui furent "déportées à Bali et dans d'autres îles d'Indonésie", au mois de mai 1984.

Disparitions

8. Huit cas sont mentionnés dans le rapport. En octobre 1983, Francisco Lopes, 29 ans, Cristovão Lopes, 30 ans, Constantino da Costa, 29 ans, Damião Lopes, 24 ans, Loureiro, 28 ans, Alvaro dos Santos, 31 ans et António Soares, 19 ans, furent arrêtés et torturés, trois étant soumis aux chocs électriques sur le sexe; ils disparurent successivement du "kodim" de Lospalos. Le 17 décembre 1983 furent arrêtés Mateus Pedro, 23 ans, Raul dos Santos, Amãncio, 18 ans, Joaquim, 17 ans, Olinda, 22 ans et Ermelinda, 22 ans; les hommes furent soumis aux chocs électriques sur le sexe et les fesses, les jeunes filles sur le sexe et les seins et elles furent violées fréquemment jusqu'à leur disparition, le 11 janvier 1984. Le 25 novembre 1983 furent arrêtés Oscar Lopes, 25 ans, Alvaro Gomes, 32 ans et Francisco Lopes, 30 ans; "pieds et mains liés, ils furent torturés avec les pointes des baïonnettes et les chocs électriques et brutalement frappés" jusqu'au 7 janvier, où ils disparurent. Au mois de novembre 1983 fut arrêté Luis Silveira, 36 ans, disparu de la prison No 1 de Lospalos le 4 décembre 1983, après des semaines de torture. Le 27 janvier 1984 fut arrêté Alfredo Coutinho, 30 ans, disparu le 2 avril 1984. Domingos Ornai, 43 ans, catéchiste de la mission catholique fut brutalement battu et emmené à Dili le 20 avril 1984; on ignore où il se trouve. Le 3 mars 1984 les personnes suivantes furent arrêtées : António Ornai, 49 ans, Rui Manuel, 19 ans, Raba Lakalla, Americo Branco, 28 ans, Victor, 26 ans, Kote Lai, 36 ans, Afonso dos Santos, 50 ans, Jorge Pinto, 31 ans; après torture, l'armée les emmenèrent en hélicoptère, le 20 mars et on ignore où ils se trouvent. Au mois de mai 1984, 30 personnes de la population du camp de concentration de Bukoli furent arrêtées et disparurent.

Exécutions sommaires

9. Les personnes suivantes furent massacrées par les forces indonésiennes : Jaime Castelo, 23 ans, arrêté le 12 novembre 1983, mort le 6 février 1984 à Illi-Lapa; Armando Castanheira, 28 ans, arrêté le 8 novembre 1983, mort le 17 novembre à Humina; Paulo Marques, 28 ans, arrêté le 28 août 1983 quand il revenait du marché de Lospalos, mort ce même jour à la sortie de la ville, par coups de feu; Karasu Malay, 50 ans, Francisco Cristovão, 30 ans, Frederico, 32 ans, Gilberto, 28 ans, Manuel Jesus, 34 ans furent tués par les forces du Bataillon 745 en présence de toute la population locale, à Poros, le 13 novembre 1983; Gaspar Nunes, 37 ans, fut tué le 25 novembre 1983 à Silary; dans le même local, le 15 novembre 1983 fut fusillé Mateus Gonzaga, 38 ans; le 25 novembre encore, et toujours dans le même local, furent exécutés après torture Jorge Nascimento, 39 ans et José Manuel, 42 ans; le 24 novembre 1983, Alberto, 31 ans, Lino, 30 ans, Angelo da Costa, 29 ans, Alvaro Freitas, 30 ans et Leonel Oliveira, 36 ans, furent arrêtés et "torturés par chocs électriques pendant deux semaines (...); le 6 décembre ils furent tués publiquement, à coups de poignards, en plein marché, face à toute la population de Muapitine (...) pour servir d'exemple à la population"; le 5 septembre 1983 fut arrêté Nicolau Flores, 34 ans, torturé et tué quelques jours plus tard par le commandant lui-même; le 3 mars 1984 João, 28 ans, fut arrêté et torturé si brutalement que "sa tête éclata et son cerveau sortit par son nez".

Bombardements

10. Le 4 novembre 1983 les forces du Bataillon 641, en représailles pour une action du FRETILIN et par méfiance envers la population concentrée dans ce camp (Maluro), bombardèrent le camp avec des obus de mortiers causant la mort de 9 personnes âgées de 50 ans à 3 ans.

Centres de détention

11. Dix-sept centres de détention sont nommés dans cette région, dont des agglomérations transformées en centres de détention : Maluro (Loré) et Ili-Lapa (Loré), respectivement à 18 km et 3 km sur la route Lospalos-Loré; Home, 2 km à l'ouest de Lospalos, sur la route Lospalos-Kakavei; Leuro, 5 km à l'ouest de Lospalos, sur la même route; Foe Má; Lere Loho, près de la mission de Fui-Loro; Poros, sur la route Tutuala-Lospalos, environ 12 km de Tutuala, Porlamano, à 5 km de Tutuala, près de la route Tutuala-Lospalos; Mehara, à 6 km de Tutuala, sur la même route, Muapitina, 2 km au sud-est de Lospalos; Luro, sur le versant nord des monts Legu-Mau, à 36 km du littoral nord; Ossú, un village situé entre les agglomérations de Venilale et Vikeke, sur la route Baucau-Vikeke, est un grand centre de détention depuis 1979; Naha-Reka, à 12 km de Ossú; Kelikai, ancien poste du Concelho de Baucau, il est depuis 1979 un grand centre de détention situé à 17 km de Baucau au nord de la route Baucau-Laga; Uai-Lili, à 10 km de Baucau, sur la route Baucau-Vikeke; Bere Koli, sur la route Baucau-Venilale, à 2 km du collège de Fatumaka, à 21 km de Baucau; et Bukoli, à 16 km de Baucau, sur la route Baucau-Vemasse.